

côté d'argent de cette médaille à deux faces dont le peuple d'Ontario n'a pu voir que le revers en cuivre quand elle leur a été exhibé par le ci-devant ministre des finances, à ses assemblées réformistes.

Je répète que, jusqu'à 1874, le Canada n'a pas eu besoin d'augmenter son tarif ; les industries indigènes étaient protégées par l'état des affaires aux États-Unis, qui produisait là une hausse dans les prix.

En ce qui regarde l'Angleterre, je suis prêt à déclarer et tous les membres de cette Chambre qui sont assez sincères, admettront qu'il n'y a jamais eu la moindre intention, de la part des conservateurs d'établir des distinctions contre la mère-patrie à laquelle nous devons tous la plus ferme allégeance.

Donc, jusqu'à 1873 ou 1874, lorsqu'il a été question de légiférer au sujet du revenu, il n'y a jamais eu besoin de le faire dans le sens de la protection, attendu que nos industries n'étaient pas affectées par la concurrence de l'autre côté des frontières. Il s'est produit un changement soudain, si soudain que bien peu de personnes dans ce pays ont pu s'apercevoir de toute la portée de ses conséquences. Pendant la première année, on le remarqua à peine, mais, la deuxième, on s'aperçut de l'augmentation des importations au Canada venant des États-Unis, et de la diminution de nos exportations à ce pays, jusqu'à ce que la balance du commerce contre nous s'élevât au chiffre alarmant de vingt-cinq millions de piastres. C'était là la balance du commerce contre nous en 1877, et elle était à peu près la même en 1878.

Les honorables messieurs de la gauche ont semblé incapables de faire face à cette circonstance. Ils auraient probablement commencé par établir la proposition qu'une balance de commerce n'est pas une balance de commerce, car c'est là la méthode facile qu'ils emploient toujours pour se tirer d'un mauvais pas. L'honorable ex-ministre du revenu de l'intérieur a exposé à ce sujet des vues qui mèneraient le particulier qui les soutiendrait tout droit à la cour des faillites, si cette cour n'avait pas été abolie dans l'intervalle. Et, à la manière dont ils citent les autorités des États-Unis pour justifier leur position, on dirait vraiment qu'ils travaillaient de concert avec ces autorités,

M. PLUMB.

pour les fortifier, plutôt que pour fortifier leur propre position. Je ne dis pas que la chose soit réelle, et que nos honorables adversaires aient toujours tenu cette conduite ; mais il est de fait qu'ils ont pris l'habitude, depuis quelque temps, d'accuser de déloyauté les députés ministériels qui se sont serrés autour du drapeau anglais dès qu'ils ont été en âge d'agir sur leur propre responsabilité.

S'il a été nécessaire pour le ci-devant gouvernement de s'occuper de la question des dépenses, aucune augmentation n'a été faite par mes amis, ou par suite de leur politique, qui ne fût pas justifiable dans les circonstances, et nécessaire pour faire face aux besoins du pays.

Il est d'usage cependant, chez nos honorables adversaires d'affirmer que leurs dépenses extravagantes ont été rendues nécessaires par la conduite de leurs prédécesseurs. Or, pourquoi ces messieurs ont-ils été portés au pouvoir, si ce n'est pour défaire ce qu'ils considéraient que leurs prédécesseurs avaient mal fait ; ils n'étaient pas liés par la législation de ceux qui les avaient précédés. Il leur fallait prendre une autre route. Ils ont dénoncé leurs prédécesseurs dans toutes les assemblées, depuis les rives du golfe jusqu'à la Colombie-Britannique ; ils ont déclaré partout qu'ils avaient renversé une administration insoucieuse et imprudente ; mais lorsqu'on les a, à leur tour, accusés d'extravagance, ils se sont excusés en alléguant qu'ils n'avaient seulement que dépensé un peu plus que cette imprudente administration. Je ne me rappelle pas une seule occasion dans laquelle ils aient mis à effet leur promesse d'arrêter ce flot d'or qui coulait de la caisse publique et de ramener un état de choses plus en rapport avec la décroissance de nos revenus et la diminution du commerce dans le pays. J'oserais affirmer que si mon honorable ami (M. Tilley) avait été ministre des finances durant les cinq dernières années,—et personne ne regrette plus que moi, le revirement politique qui l'a empêché de poursuivre sa politique financière,—nous ne serions pas témoins du présent état de choses.

Or, qu'est-ce que nous voyons ? L'ex-ministre des finances, pour faire face à ce qu'il appelle les obligations que lui ont léguées ses prédécesseurs, se propose d'ajouter au tarif une augmentation de taux qui va produire \$3,000,000. Et